

Rapport annuel voté en plénière du 10 décembre 2014

# L'agriculture familiale

## Déclaration du groupe de l'UNSA

Une France 2014 en panne de perspectives, minée par un climat de perte de confiance, confrontée à un délitement de sa cohésion sociale, une France qui a besoin de se mobiliser autour de projets fédérateurs pour construire un nouveau modèle de développement : l'UNSA comprend et partage l'angle d'attaque choisi dans le rapport qui nous est présenté.

Mais sa lecture nous amène à plusieurs remarques.

Il aurait été intéressant, tout d'abord, d'ajouter à ce tableau français de 2014 la profondeur de la crise politique qui, en France, atteint les partis de gouvernement, alors que, dans ce contexte très préoccupant de crise de notre démocratie représentative, elle joue comme une difficulté supplémentaire pour construire les projets partagés que le rapport appelle de ses vœux. Et, dans cette préoccupation de la place de projets fédérateurs comme volant d'entraînement vers une dynamique positive, l'UNSA regrette que ne soit pas du tout évoqué non plus le rôle du dialogue social. Or, sous des formes diverses qui impliquent les partenaires sociaux à travers de grandes négociations ou la conférence sociale, mais qui associe aussi au-delà des partenaires sociaux une large partie de la société civile à travers les conférences sur l'environnement, le handicap ou contre la pauvreté pour n'évoquer que des événements nationaux, nous en sommes pourtant tous ici pas simplement des commentateurs mais aussi des acteurs en responsabilité. Il nous semble que, venant du CESE, cette réflexion aurait été un apport important dans un rapport de cette nature et que cette absence, plus que regrettable, est dommageable.

Une autre de nos remarques portera sur l'Europe. L'UNSA considère évidemment que c'est à juste titre que le rapport pointe l'Europe comme l'une des clés de cet indispensable bond en avant de notre pays. Nous regrettons pourtant que, dans cet exercice, la précision ne soit pas toujours au rendez-vous pour situer les problématiques alors même que la confusion des rôles y brouille souvent les débats et nuit à l'identification des choix politiques qui s'y jouent.

C'est très légitimement par exemple que l'action de la Banque Centrale Européenne est évoquée. Si, comme le préconise le rapport, la BCE doit devenir « prêteuse en dernier ressort », et c'est la position de l'UNSA avec la Confédération européenne des Syndicats dont elle est membre, il eut été utile de préciser que cette modification de ses missions ne relève pas de la responsabilité de la BCE mais, très clairement, des instances politiques de l'Europe.

De même, si nous comprenons bien qu'il peut être difficile d'intégrer les éléments d'une actualité mouvante, se limiter à regretter que la BCE n'ait pas agi plus en amont contre la déflation mais ne pas évoquer son action vigoureuse de ces derniers mois, que, pour notre part, nous jugeons positive,

crée un certain déséquilibre. Celle-ci ayant abouti à une dépréciation de l'Euro de près de 10 %, cela aurait pu utilement nuancer l'appréciation d'un « *euro en général surévalué* » portée dans le rapport. Intégrer enfin l'actualité européenne concrète, et, notamment, le plan d'investissement Juncker, aurait peut-être également aidé à ne pas seulement prôner en général la « *réalisation d'investissements indispensables* » mais aussi à nourrir la réflexion sur leur nature, leur montant, leur méthode de financement et de mise en œuvre.

Ce sentiment d'une certaine extériorité ou peut-être d'un contournement de ce qui fait l'actualité de nos concitoyens et de ce qu'en traduisent les médias se retrouve sur d'autres aspects évoquant des questions plus franco-françaises. Si quelque étranger voulant savoir quel est l'état de la France en 2014 avait la bonne idée de consulter ce rapport émanant de l'assemblée représentant la société civile de notre pays, il ne saurait pas qu'y existe un pacte de responsabilité, et pourtant, quoiqu'on en pense, il nous occupe tous un peu... Il ignorerait aussi, puisque le rapport évoque à juste raison la question de l'éducation, qu'une loi de refondation de l'école y est en cours de mise en œuvre, ou encore, en matière d'environnement, qu'une loi de transition énergétique a été adoptée.

L'UNSA n'ignore pas qu'il existe, les concernant, des sensibilités différentes au sein de notre assemblée mais cela justifie-t-il d'en faire l'impasse ? Faute de formulations communes, le recours au pointage d'avis différents est aussi possible et nous aurait semblé en tout cas préférable au contournement qui condamne parfois à des généralités. La gravité de la situation économique, sociale et politique de notre pays exige davantage la prise à bras le corps, fut-elle rude, que l'évitement.

Ces remarques formulées ne nous font pas pour autant oublier le travail réalisé dont nous mesurons la difficulté, ce qui interroge d'ailleurs sur cet exercice de production d'un rapport sur l'état de la France, surtout annuellement. Au-delà de ces questionnements, compte-tenu des préconisations, parfois très générales mais souvent intéressantes, en particulier sur la fiscalité, l'UNSA votera en faveur de ce rapport.